

CONVENTION CONCERNANT L'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE EN MATIERE FISCALE

STE n° 127 - Strasbourg, 25.I.1988, telle qu'amendée par le Protocole de 2010

KENYA

Compilation des Déclarations actuellement en vigueur ^(*) concernant

Annexe A - Impôts auxquels s'applique la Convention (Article 2).	X
Annexe B - Autorités compétentes (Article 3).	X
Annexe C - Définition du terme "ressortissant" aux fins de la Convention (Article 3).	-

Déclarations consignées dans l'instrument de ratification déposé auprès du Secrétaire Général de l'OCDE le 22 juillet 2020 – Or. angl. *(en vigueur depuis le 1er novembre 2020)*

ANNEXE A – Impôts auxquels s'applique la Convention :

- . **Article 2, paragraphe 1.a.i:** Impôt sur le revenu.
- . **Article 2, paragraphe 1.a.ii:** Impôt sur les gains en capital.
- . **Article 2, paragraphe 1.b.ii:** Cotisations à la Caisse nationale de sécurité sociale.
- . **Article 2, paragraphe 1.b.iii.C:** Taxe sur la Valeur Ajoutée.
- . **Article 2, paragraphe 1.b.iii.D:** Taxe d'accise.
- . **Article 2, paragraphe 1.b.iii.E:** Taxe anticipée.

ANNEXE B – Autorités compétentes

Le Secrétaire de Cabinet chargé des Finances ou son représentant autorisé.

ANNEXE C – Définition du terme "ressortissant" aux fins de la Convention

--

(*) Situation au 1er Janvier 2021. Pour une Chronologie complète des déclarations, veuillez consulter notre site, rubrique [Recherches](#).
Source : Bureau des Traités du Conseil de l'Europe sur <http://conventions.coe.int>